

MIMOSA

Pour l'enfance défavorisée

La traditionnelle vente de mimosa se déroulera les 31 janvier et 1er février dans plusieurs communes du vignoble et du Val-de-Ruz, fait savoir la section ad hoc de la Croix-Rouge. Pour l'occasion, des stands seront dressés en ville de Neuchâtel.

Il s'agit de la 55e vente annuelle de «mimosa du bonheur» au profit de l'enfance défavorisée. «Les enfants de familles défavorisées ont besoin de notre soutien. Le coup de pouce que vous leur donnez en fleurissant votre intérieur ou votre boutonnière permettra à certains d'entre eux de partir dans un camp de vacances, de suivre un traitement dentaire que les parents ne peuvent assumer ou encore de recevoir la paire de lunettes indispensables.»

Des bénévoles de toute la Suisse romande et du Jura bernois s'associent à cet événement. /comm

UNIVERSITÉ

Thèse publique d'un botaniste

Le botaniste neuchâtelois Martin W. Callmänder présentera publiquement sa thèse de doctorat sur une famille de plantes à fleurs de l'océan Indien occidental prénommé Pandanaceae.

Encore peu connue, celle-ci révèle, par l'étude de sa morphologie et de son ADN, des informations importantes sur l'histoire très ancienne de ce microcontinent. Aujourd'hui, elle ne se trouve qu'en un seul endroit au monde: sur l'île de Madagascar.

La présentation publique de cette thèse aura lieu ce vendredi à 17h15 à l'auditoire Louis Guillaume (Unimail), à la faculté des sciences de l'Université de Neuchâtel. /comm

INGÉNIEURS

Une poignée de diplômés

Sur les 190 diplômés HES de l'Ecole d'ingénieurs du canton de Vaud ayant reçu leur titre ce vendredi à Yverdon, on relève le nom d'une poignée de jeunes étudiants de l'Arc jurassien. Le détail:

Electronique: Daniel Greco (Le Noirmont), Kim-Dinh Tran (Neuchâtel, formation en emploi).

Informatique logiciel: Philippe Wälti (Le Landeron).

Informatique technique: Paulo Kembo Sungu (La Chaux-de-Fonds, formation en emploi).

Télécommunications, réseaux et services: Steve Beuchat (Le Landeron), Damien Bornand (Cortailod), Cédric Ducommun (Saint-Blaise).

Géomatique: Hervé Roy (La Côte-aux-Fées). /comm

Rubrique canton de Neuchâtel

Stéphane Devaux
Rémy Gogniat
Nicolas Huber
Françoise Kuenzi
Brigitte Rebetez
Sandra Spagnol

Tél. 032 723 53 10
Fax 032 723 53 09
e-mail: ne.canton@lexpress.ch

De haut fonctionnaire à réfugié

Témoignage ■ Manuel a été commandant de la police scientifique de Guinée-Bissau pendant 19 années. Aujourd'hui réfugié à Neuchâtel, il dénonce

En retraçant tous les mois le parcours d'un étranger, la rubrique «Témoignages» se veut un apport constructif dans la compréhension interculturelle en soulignant la diversité de la communauté étrangère neuchâteloise. Cette galerie de portraits est soutenue par le Bureau du délégué aux étrangers du canton de Neuchâtel dans le cadre du projet «Vivre ici en venant d'ailleurs».

Par
Valérie Kernen

Manuel était un officier de haut rang. Il y a sept mois, il occupait une des plus hautes fonctions au sein de la police nationale de Guinée-Bissau. Depuis son arrivée en Suisse, en septembre 2002, cet homme cultivé et discret passe des heures à lire... le Code pénal et la Constitution helvétique! Manuel a obtenu son statut de réfugié politique en un temps record: en moins de trois mois, les autorités fédérales avaient pris leur décision. Cet ancien haut fonctionnaire est arrivé à Neuchâtel après une fuite digne des meilleurs romans policiers (lire encadré). En tant qu'ancien commandant de la division nationale de l'investigation criminelle, il connaît tous les rouages du système judiciaire bissau-guinéen, des rouages souvent grippés lorsqu'il s'agit d'enquêter sur de hauts dignitaires.

Vous avez dû quitter votre pays, la Guinée-Bissau, du jour au lendemain. Que s'est-il passé?

M.: Le gouvernement a voulu se débarrasser de moi car j'en savais trop. Un mandat d'arrêt a été délivré contre moi: on m'accuse d'avoir fait partie d'un groupe qui préparait un coup d'Etat. Ce qui est évidemment faux! Depuis 2000, il y a eu quatre fausses

annonces de coups d'Etat. Je suis bien placé pour le savoir, car en tant que commandant de l'investigation criminelle, j'étais chargé de prouver la culpabilité des soi-disant putschistes. Les dossiers étaient montés de toutes pièces. C'était un prétexte pour arrêter les opposants au régime.

Et vous vous sentez bien avec votre conscience?

M.: J'étais obligé de le faire. Sinon je risquais ma vie ou celle des miens. Je n'ai jamais abusé de ma fonction pour asséoir mon propre pouvoir. J'ai dû jouer le jeu des hauts dignitaires, mais je n'ai jamais détourné les lois pour mon compte. J'étais populaire dans mon pays, car on savait que je respectais les petites gens. Chaque fois que je l'ai pu, j'ai essayé d'agir pour le bien des Bissau-Guinéens.

Vous avez été surpris par ce mandat d'arrêt délivré contre vous?

M.: Oui et non. Je savais que je devrais fuir un jour car je détenais trop de secrets. Je menais des enquêtes touchant des hauts fonctionnaires ou des ministres pour des affaires de corruption ou d'assassinats. Je suis le seul à connaître certains dossiers. Après ma fuite, la police a perquisitionné ma maison à Bissau. Ils ont séquestré une caisse où je cachais des documents classés top secret. Ils ont voulu me supprimer pour me faire taire, mais avec ma fuite, il va arriver exactement le contraire. Maintenant, en Suisse, je peux révéler la vérité au grand jour. J'ai d'ailleurs commencé à écrire un livre.

Vous n'avez pas peur, en écrivant la vérité, d'avoir des retombées judiciaires? Vous avouez vous-même avoir commis de nombreuses actions illégales...

M.: Qu'on me convoque en justice! Je suis prêt à répondre de mes actes! Ce que j'ai fait



Cet homme cultivé et discret passe des heures à lire le Code pénal et la Constitution helvétique. PHOTO MARCHON

de mal, c'était pour protéger ma vie. Mais les dirigeants bissau-guinéens n'auront jamais le courage de m'inculper: si je parle, c'est eux qui se retrouveront derrière les barreaux...

Pourquoi avez-vous travaillé pour un gouvernement comme celui là?

M.: Je suis arrivé, à une telle place petit à petit. Je viens d'une famille de paysans, j'ai donc commencé au bas de l'échelle. Alors que je faisais mon service militaire obligatoire, le gouvernement cherchait des policiers. Plus de 1000 recrues ont été testées, je suis arrivé dans les cinq premiers. Après avoir été formé à la criminologie par des professeurs occidentaux, j'ai terminé mes études avec la plus haute distinction, ce qui m'a valu d'immédiates propositions d'emploi. J'ai travaillé dix ans dans les services secrets, puis neuf ans au sein de la division de l'investigation criminelle, la police scientifique. J'étais le seul Peul à occuper une telle place au sein du gouvernement. En Guinée-Bissau, tous les autres dirigeants sont de l'ethnie Balante. Ma position était donc particulièrement en vue car je représente un symbole fort pour mon peuple.

Vous avez eu des contacts

avec votre famille depuis votre arrivée en Suisse?

M.: Non. Je ne peux pas téléphoner en Guinée-Bissau car j'ai peur de mettre en danger mon interlocuteur. J'ai eu des nouvelles indirectes. Je sais que le gouvernement a pris les papiers d'identité de ma femme et de mes enfants. Les autorités refusent de les rendre, ils exigent que je vienne les chercher moi-même. C'est un problème, car sans papiers mes enfants ne peuvent pas aller à l'école.

Vous aimeriez faire venir vos proches en Suisse?

M.: J'aimerais qu'ils quittent la Guinée-Bissau, pour des raisons de sécurité. Mais je pense qu'ils seront mieux dans un pays africain. Au Sénégal par exemple, le système éducatif fonctionne bien. Tous les enfants vont à l'école.

Passer d'un des plus hauts rangs de la police au statut de fugitif, puis de réfugié... Comment vivez-vous cette situation?

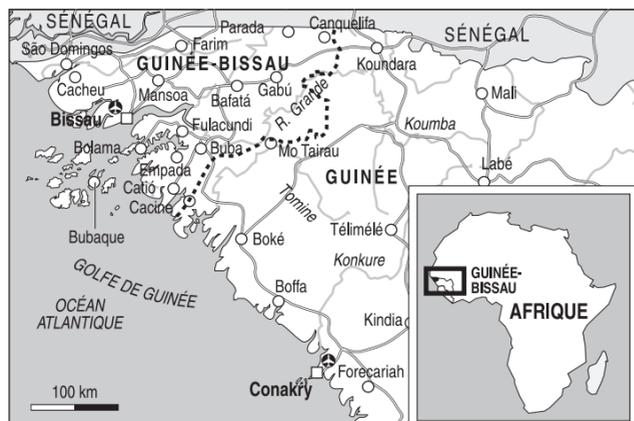
M.: J'ai appris à être un dur, vous savez, mais ce qui est difficile, ce sont la solitude et l'inactivité. Je reste la plupart du temps enfermé dans mon studio au centre de Neuchâtel. Mais avoir le statut de réfugié politique est un grand soulagement pour moi. Main-

tenant que je connais mon sort, je peux aller de l'avant. Je vais postuler comme traducteur dans des instances qui travaillent avec les demandeurs d'asile. Je connais douze langues, dont de nombreux dialectes africains. Mais je suis prêt à faire n'importe quel travail, même la plonge!

Vous pensez retourner un jour en Guinée-Bissau?

M.: Tant que le régime n'aura pas changé, je ne peux pas rentrer. Ce ne sera en tout cas pas avant dix ans. Actuellement, il y a une grave crise en Guinée-Bissau. Le président Kumba Yalla veut organiser des élections législatives anticipées en avril. Mais c'est une stratégie pour mieux asséoir son pouvoir. Les élections sont déjà truquées. Le dernier recensement de la population date de 1994. Les électeurs qui avaient 14 ans à cette époque ne pourront pas voter car leurs noms n'apparaissent pas sur les listes. Lors de l'élection présidentielle de 1999, ils n'avaient déjà pas pu s'exprimer, alors que d'autres ont voté plusieurs fois! Je suis la situation actuelle grâce à la télévision portugaise. J'ai constaté qu'on ne parlait pas beaucoup de mon pays en Suisse. Dire que je pensais ne jamais quitter l'Afrique... /VKE

La Guinée-Bissau en bref



Capitale: Bissau
Superficie: 36.120 km² (équivalent de la Belgique)

Population: 1.227.000 (répartis en de nombreux groupes ethniques)

Langue: portugais (officielle), créole, mandé, etc.

Ressources: 90% de la main-d'œuvre et les deux tiers de la production proviennent de l'agriculture. Noix de cajou (50% des exportations), riz, poissons, arachides etc.

Ancienne colonie portugaise. Guerre d'indépendance

menée par le charismatique Amilcar Cabral (1963-73).

Derniers événements:
30 janvier 2002: la Fédération internationale des droits de l'homme dénonce la radicalisation des pratiques politiques du pays.

1er avril 2002: L'Union européenne, qui a des intérêts dans le domaine de la pêche, signe un accord de coopération financière.

Avril 2003: date prévue pour les élections législatives anticipées. /vke

Une fuite spectaculaire!

D'une minute à l'autre, la vie de Manuel a basculé. Averti par un ami que son arrestation était imminente, il quitte son bureau et rentre chez lui pour dire au revoir à sa famille. Sa photo fait la «Une» des journaux: «Le commandant de la division nationale de l'investigation criminelle est recherché!» Un terrible jeu de cache-cache va commencer. Manuel em-

prunte une pirogue pour aller se réfugier sur une petite île près du port de Bissau, la capitale. Trois jours plus tard, il reprend la pagaie et retourne au port. Il quittera le pays en toute clandestinité grâce à un bateau européen. «Les marins bissau-guinéens m'ont reconnu», raconte Manuel. Ils ont convaincu leur supérieur de me prendre avec.

Pour le fugitif, c'est le début

d'un long voyage dans la cale du bateau. Il arrive à Rome 45 jours plus tard dans un état pitoyable. «On me prenait pour un fou, je n'arrivais pas de fumer, j'étais sale et affamé». L'ancien commandant dort huit jours sous la gare avant d'être emmené en Suisse «par un passeur». Deux mois et demi plus tard, il obtient le statut de réfugié politique et s'installe à Neuchâtel. /vke